

MESSAGE N° 5 6 mars 2007
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant la loi
d'application du code civil suisse pour le canton de
Fribourg (mesures urgentes en cas de violence,
de menaces ou de harcèlement)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (ci-après: LACC).

1. NÉCESSITÉ DU PROJET

1.1 La protection de la personnalité en cas de violence, de menaces ou de harcèlement: une nouvelle norme dans le code civil suisse (extraits du Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national, du 18 août 2005, FF 2005 p. 6437ss)

Le proche milieu social est un lieu de confiance, de compréhension et d'assistance. Cependant, la réalité peut être différente. La violence domestique est aujourd'hui quotidienne dans notre société. Les femmes en sont souvent les victimes. Afin qu'elles ne soient plus contraintes à l'abandon de leur foyer pour trouver refuge dans un lieu pour personnes en détresse, la conseillère nationale Ruth-Gaby Vermot-Mangold a déposé, en juin 2000, une initiative parlementaire visant à assurer la protection des victimes de violences domestiques par l'expulsion immédiate du domicile des personnes violentes et l'interdiction de le réintégrer pendant une période déterminée. Le Conseil national a décidé en juin 2001 de donner suite à cette initiative.

Sur la base de cette décision, la Commission des affaires juridiques du Conseil national a élaboré une proposition de modification du Code civil (CC). Le projet prévoyait de compléter les dispositions relatives à la protection de la personnalité (art. 28ss CC) par des mesures générales contre la violence, les menaces ou le harcèlement ainsi que par des mesures spécifiques à la violence domestique. Sont ainsi visées les violences domestiques, mais également d'autres formes de violence comme la poursuite et le harcèlement obsessionnels d'une personne («stalking» en anglais). Le projet prévoyait le dispositif suivant:

- Les mesures qui peuvent être requises du juge sont en particulier l'interdiction pour l'auteur d'approcher un certain périmètre autour du logement de la victime ou l'interdiction de fréquenter certains lieux ou de prendre contact avec la victime.
- Lorsque la victime et l'auteur vivent dans le même logement, le juge peut également faire expulser celui-ci du logement pour une durée déterminée. Une indemnité appropriée peut être fixée pour l'utilisation exclusive du logement. Le juge peut également attribuer les droits et les obligations qui résultent du contrat de bail à la victime, avec l'accord du bailleur.
- Les cantons ont l'obligation de désigner un service pouvant décider de l'expulsion immédiate d'une personne du logement commun en cas de crise.
- Les cantons devront également veiller à ce qu'il existe des centres de consultation auxquels les victimes et les auteurs d'actes de violence, de menaces ou de harcèlement peuvent s'adresser.

Les Chambres fédérales ont adopté les modifications du Code civil le 23 juin 2006. Le contenu de la proposition de la Commission des affaires juridiques a été repris pour l'essentiel. Mais l'obligation, pour les cantons, de veiller à ce qu'il existe des centres de consultations pour les victimes et les auteurs de violence, de menaces ou de harcèlement a été abandonnée.

1.2 La question Nicolas Bürgisser (N° 804.05)

Dans une question déposée le 22 février 2005, le député Nicolas Bürgisser demandait l'introduction, en droit fribourgeois, d'une norme permettant d'expulser l'auteur de violences conjugales et le contrôle de l'exécution de cette expulsion, dans le but d'offrir une protection maximum aux victimes de violence. Dans sa réponse du 26 avril 2005, le Conseil d'Etat a indiqué qu'il envisageait de proposer au Grand Conseil l'adoption d'une norme offrant à ces victimes une protection en urgence, par des mesures contraignantes prises contre l'auteur de violences. Il a relevé, aussi, que les Chambres fédérales étaient saisies d'un projet de modification du CC.

Finalement, la modification du Code civil va entièrement dans le sens voulu par le député Nicolas Bürgisser.

1.3 La désignation d'un service compétent pour prononcer l'expulsion immédiate et la procédure y relative

En application du droit fédéral, les cantons doivent désigner un service compétent pour prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise, et régler la procédure (cf. art. 28b al. 4 CC).

A la fin de l'année 2006, la Direction de la sécurité et de la justice a mis en consultation un avant-projet de loi modifiant la LACC. Cet avant-projet avait essentiellement pour objectif de désigner le service compétent (la Police cantonale), de fixer la procédure de recours contre les décisions rendues et de préciser les obligations du service en matière d'information des victimes. Par ailleurs, l'avant-projet proposait de compléter le dispositif des mesures prévues par le Code civil en prévoyant des «arrêts de police», limités dans le temps. Ces arrêts étaient nécessaires d'une part pour assurer l'exécution de la décision d'expulsion (du domicile conjugal) et, d'autre part, pour permettre à l'organe compétent (la Police cantonale) de prendre en urgence une mesure nécessaire contre le perturbateur en cas de danger sérieux et imminent pour la victime, que l'on se trouve ou non en face de violences conjugales.

Les organes consultés ont salué les mesures d'exécution prévues par l'avant-projet, notamment la désignation de la Police cantonale comme service cantonal compétent.

2. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 1 du projet (modifications de la LACC)

- Art. 16 LACC

L'alinéa 1 de l'article 16 détermine l'autorité compétente et fixe les mesures qui peuvent être prises en urgence, avec la durée de celle-ci. Comme l'a précisé le Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national, la mesure d'expulsion (cf. al. 1 let. a AP) comprend l'interdiction de retourner dans le domicile et le retrait des clés.

L'introduction, à l'article 16 al. 1 let. b LACC, d'arrêts de police dans le cadre de la protection de la personnalité répond à une nécessité, surtout lorsque les (strictes) conditions légales prévues pour une détention préventive, une garde-à-vue ou une privation de liberté à des fins d'assistance ne sont pas réalisées. Limités dans le temps, ces arrêts permettront à la Police cantonale d'abord d'assurer l'exécution de décisions d'expulsions (par ex. si l'on a lieu de penser que l'auteur retournera dans son domicile malgré l'interdiction). Ils permettront aussi d'empêcher, sur le champ, tout auteur de violence, de menaces ou de harcèlement d'agir, et ce même si l'on ne se trouve pas en présence de violence conjugale. Le danger pour l'intégrité physique ou psychique doit être cependant sérieux et imminent (critère de l'état de nécessité). Il pourra arriver que les deux hypothèses prévues à l'article 16 al. 1 let. b LACC se superposent.

En pratique, les décisions seront prises par un officier de police judiciaire. Elles seront formalisées, et notifiées aux personnes mises en cause et communiquées aux personnes intéressées (victimes) selon les règles ordinaires, sous une forme appropriée. Un exemplaire de la décision écrite sera ainsi remis à l'auteur de la violence, de la menace ou du harcèlement. Cette décision pourra, selon les circonstances être notifiée verbalement par un agent de police puis confirmée par écrit par l'officier de police concerné.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 16 précisent les informations qui devront être communiquées tant à l'auteur qu'à la victime. Ces informations pourront être données oralement ou par écrit (il existe à ce sujet un petit dépliant édité par le Bureau de l'égalité et de la famille «Cartes d'urgence, violences conjugale et domestique»). Cela dit, il est aussi nécessaire que l'officier de police informe clairement la victime du contenu et de la durée des mesures prises par la Police. La victime doit être en mesure de décider rapidement si elle va saisir le juge civil compétent pour qu'il prenne des mesures en application de l'article 28b CC. A remarquer que ce juge sera en général le Tribunal d'arrondissement (causes de nature non pécuniaire; art. 144 de la loi d'organisation judiciaire). Le Président du tribunal sera compétent pour prendre des mesures provisionnelles (cf. art. 28c CC; art. 367s et 369 al. 2 CPC), selon une procédure en principe sommaire (cf. art. 370 CPC). Il pourra aussi prendre des mesures d'urgence (mesures superprovisionnelles) (cf. art. 372 CPC; art. 28d al. 2 CC). En cas de problèmes entre conjoints, le juge des mesures protectrices de l'union conjugale (le président du tribunal) sera compétent (cf. art. 54ss LACC).

L'article 16 al. 4 du projet règle la procédure de contestation de la décision. En effet, les décisions prises en urgence, limitées dans le temps, doivent pouvoir être contrôlées rapidement par le juge (civil). Le président du tribunal civil est désigné à cet égard comme juge compétent. Les règles de la procédure sommaire seront applicables (cf. art. 360 à 366 CPC) et la décision du président du tribunal sera définitive. Le délai de recours prévu (3 jours) permettra à l'auteur de violence de recourir rapidement contre la mesure. Il permettra aussi à celui-ci de réfléchir, une fois la crise passée, dans le calme sur l'opportunité de recourir. A remarquer que si l'auteur se plaint uniquement de la manière avec laquelle la Police cantonale est intervenue (et non du principe de la mesure), il pourra déposer plainte auprès de la Direction de la sécurité et de la justice (cf. art. 38 LPol).

- Art. 54a al. 1 let. b LACC

L'article 54a al. 1 let. b LACC est modifié dans le but de supprimer le droit de recours au tribunal d'arrondissement lorsque le président du tribunal prend, en cas d'urgence, des mesures protectrices de l'union conjugale. Cette disposition fait suite à une demande du Tribunal cantonal, formulée dans son rapport d'activité 2005.

Art. 2 du projet (modification de la loi sur la Police cantonale)

L'article 36 de la loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale (Intervention d'urgence dans un domicile) est complété par une nouvelle lettre, mentionnant l'intervention d'urgence en cas de violence domestique (violence à l'intérieur d'une relation familiale ou partenariale existante ou dissoute). Il convient en effet de donner clairement à la Police cantonale la compétence d'intervenir en urgence dans un domicile lorsque des violences domestiques y sont commises.

3. INCIDENCES

Les conséquences financières et en personnel du projet sont difficiles à déterminer; elles dépendront de la fréquence des interventions de la Police cantonale.

Cela dit, il n'est pas douteux que la mise en œuvre, par le juge civil, des mesures prévues à l'article 28b CC entraînera des charges supplémentaires pour les organes judiciaires. Des émoluments de justice pourront être perçus par le juge et les frais de la Police cantonale pourront être couverts par la perception d'émoluments ou de débours (cf. art. 107 CPC et art. 4 du Tarif du 6 septembre 1966 des frais judiciaires en matière civile; art. 2 à 6 et 8 let. f de l'arrêté du 22 décembre 1987 concernant les émoluments de la Police cantonale).

BOTSCHAFT Nr. 5 6. März 2007 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Entwurf eines Gesetzes zur Änderung des** **Einführungsgesetzes zum Schweizerischen** **Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg** **(dringliche Massnahmen bei Gewalt, Drohungen** **oder Nachstellungen)**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Entwurf zu einem Gesetz zur Änderung des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (EGZGB).

1. NOTWENDIGKEIT EINES GESETZES

1.1 Der Schutz der Persönlichkeit gegen Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen: eine neue Bestimmung im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (Auszüge aus dem Bericht der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates vom 18. August 2005, BBl 2005 S. 6871 ff.)

Der soziale Nahraum ist ein Bereich des Vertrauens, der Verständigung und der Fürsorge. Die Wirklichkeit sieht aber oft anders aus. Die häusliche Gewalt ist heute ein

alltägliches Phänomen. Damit die Opfer, bei denen es sich häufig um Frauen handelt, nicht mehr gezwungen sind, ihre Wohnung zu verlassen und in einer Betreuungseinrichtung Unterschlupf zu suchen, reichte Nationalrätin Ruth-Gaby Vermot-Mangold im Juni 2000 eine parlamentarische Initiative ein. Diese verlangt, dass die Opfer häuslicher Gewalt geschützt werden, indem die gewalttätigen Personen sofort aus der Wohnung weggewiesen werden und diese für eine bestimmte Zeit nicht mehr betreten dürfen. Der Nationalrat hat dieser Initiative im Juni 2001 Folge gegeben.

In der Folge erarbeitete die Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates einen Vorschlag zur Änderung des Zivilgesetzbuches (ZGB). Die Vorlage sah vor, die Bestimmungen über den Schutz der Persönlichkeit (Art. 28 ff. ZGB) mit allgemeinen Massnahmen zum Schutz vor Gewalt, Drohungen und Nachstellungen sowie mit besonderen Schutzmassnahmen bei häuslicher Gewalt zu ergänzen. Erfasst werden somit neben der häuslichen Gewalt auch weitere Formen von Gewalt wie das zwanghafte Verfolgen und Belästigen einer Person (engl. «Stalking»). Der Entwurf sah folgende Regelung vor:

- Die Massnahmen, die beim Gericht beantragt werden können, sind insbesondere das Verbot für die verletzende Person, sich dem Opfer zu nähern oder sich in einem bestimmten Umkreis seiner Wohnung aufzuhalten, sich an bestimmten Orten aufzuhalten oder mit dem Opfer Kontakt aufzunehmen.
- Wohnen das Opfer und die verletzende Person in einer Wohnung zusammen, kann das Gericht zudem veranlassen, die verletzende Person für eine bestimmte Zeit aus der Wohnung auszuweisen. Für die ausschliessliche Benützung der Wohnung kann eine angemessene Entschädigung festgelegt werden. Weiter kann das Gericht dem Opfer mit Zustimmung des Vermieters die Rechte und Pflichten aus einem Mietvertrag allein übertragen.
- Die Kantone sind verpflichtet, eine Stelle zu bezeichnen, die im Krisenfall die sofortige Ausweisung der verletzenden Person aus der gemeinsamen Wohnung verfügen kann.
- Die Kantone müssen zudem dafür sorgen, dass sich von Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen betroffene Opfer und deren Täter an Beratungsstellen wenden können.

Die eidgenössischen Räte haben die Änderungen des Zivilgesetzbuches am 23. Juni 2006 verabschiedet. Die Vorschläge der Kommission für Rechtsfragen wurden dabei im Wesentlichen übernommen, mit Ausnahme der Verpflichtung der Kantone, für die Einrichtung von Beratungsstellen für von Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen betroffene Opfer und Täter zu sorgen.

1.2 Die Anfrage Nicolas Bürgisser (Nr. 804.05)

Mit einer am 22. Februar 2005 eingereichten Anfrage verlangte Grossrat Nicolas Bürgisser die Einführung einer Norm im freiburgischen Recht, die es ermöglicht, den Urheber von häuslicher Gewalt aus der Wohnung auszuweisen und die Vollstreckung dieser Ausweisung zu kontrollieren, um so den Opfern von Gewalthandlungen einen bestmöglichen Schutz zu gewährleisten. In seiner Antwort vom 26. April 2005 hat der Staatsrat festgehalten, dass er beabsichtigt, dem Grossen Rat die Annahme

einer Bestimmung zur Gewährleistung eines sofortigen Schutzes der Opfer mittels Zwangsmassnahmen gegen Gewalttäter vorzuschlagen. Er hat ausserdem hervorgehoben, dass die eidgenössischen Räte mit einem Entwurf zur Änderung des ZGB befasst seien.

Die Änderung des Zivilgesetzbuches entspricht vollumfänglich den Anliegen von Grossrat Nicolas Bürgisser.

1.3 Die Bezeichnung einer Stelle, die die sofortige Ausweisung verfügen kann, und das entsprechende Verfahren

Gemäss Bundesgesetzgebung sind die Kantone verpflichtet, eine Stelle zu bezeichnen, die im Krisenfall die sofortige Ausweisung der verletzenden Person aus der gemeinsamen Wohnung verfügen kann, und das entsprechende Verfahren zu regeln (vgl. Art. 28b Abs. 4 ZGB).

Ende 2006 hat die Sicherheits- und Justizdirektion den Vorentwurf eines Gesetzes zur Änderung des EGZGB in die Vernehmlassung gegeben. Gegenstand dieses Vorentwurfs war im Wesentlichen die Bezeichnung der zuständigen Stelle (die Kantonspolizei), die Regelung des Verfahrens bei Beschwerden gegen Verfügungen und die Umschreibung der Verpflichtungen der Informationsstelle für Opfer. Ausserdem schlug der Vorentwurf die Ergänzung des im Zivilgesetzbuch aufgelisteten Massnahmenkataloges vor, indem er eine zeitlich beschränkte «Polizeihaft» vorsah. Eine solche Massnahme einzuführen erwies sich als notwendig, einerseits um die Vollstreckung der Ausweisung (aus der gemeinsamen Wohnung der Ehegatten) sicherzustellen, und andererseits um der zuständigen Stelle (der Kantonspolizei) zu ermöglichen, bei ernsthafter und unmittelbarer Gefährdung des Opfers die gebotene dringliche Massnahme gegenüber der verletzenden Person, sei dies nun im Rahmen von Gewalt in der Ehe oder nicht, zu treffen.

Die befragten Organe haben die im Vorentwurf vorgesehenen Vollzugsmassnahmen, namentlich die Bezeichnung der Kantonspolizei als zuständige kantonale Stelle, begrüsst.

2. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN ARTIKELN

Art. 1 des Entwurfs (Änderungen des EGZGB)

- Art. 16 EGZGB

Absatz 1 des Artikels 16 bezeichnet die zuständige Behörde und legt die dringlichen Massnahmen und ihre Dauer fest. Wie im Bericht der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates festgehalten, schliesst die Ausweisungsmassnahme (vgl. Abs. 1 Bst. a VE) das Verbot, in die Wohnung zurückzukehren und die Abnahme der Wohnungsschlüssel mit ein.

Die Einführung von Polizeihaft in Artikel 16 Abs. 1 Bst. b EGZGB im Rahmen des Schutzes der Persönlichkeit entspricht einer Notwendigkeit, vor allem wenn die für die Anordnung von Untersuchungshaft, Polizeigewahrsam oder fürsorglicher Freiheitsentziehung vorgesehenen (strengen) gesetzlichen Bedingungen nicht erfüllt sind. Diese – zeitlich beschränkte – Haft wird es der Kantonspolizei zunächst erlauben, die Vollstreckung von Ausweisungsverfügungen zu gewährleisten (z.B. wenn Grund für die Annahme besteht, dass die verletzende Person trotz Verbots in ihre Wohnung zurückkeh-

ren wird). Sie wird auch ein Mittel sein, um den Urheber von Gewalttaten, Drohungen oder Nachstellungen auf der Stelle an weiteren Handlungen zu hindern, und dies auch dann, wenn es nicht um Gewalt in der Ehe geht. Die Gefährdung der körperlichen und psychischen Integrität muss mithin ernsthaft und unmittelbar sein (Kriterium des Notstandes). Es wird auch vorkommen können, dass sich beide in Artikel 16 Abs. 1 Bst. b EGZGB vorgesehene Szenarien überlappen.

In der Praxis werden die Verfügungen von einem Offizier der Gerichtspolizei erlassen. Es wird sich um formelle Entscheide handeln, die gemäss den ordentlichen Regeln und in geeigneter Form den verletzenden Personen zugestellt und den betroffenen Personen (den Opfern) mitgeteilt werden. Dergestalt wird dem Urheber von Gewalthandlungen, Drohungen oder Nachstellungen ein Exemplar der schriftlichen Verfügung ausgehändigt werden. Diese wird je nach den Umständen auch mündlich durch einen Polizeibeamten eröffnet und danach durch den betreffenden Polizeioffizier schriftlich bestätigt werden können.

Die Absätze 2 und 3 des Artikels 16 beschreiben die Informationen, die sowohl dem Täter wie dem Opfer mitzuteilen sind. Diese werden mündlich oder schriftlich erfolgen können. (Das Büro für die Gleichstellung und für Familienfragen hat hierfür ein Merkblatt mit dem Titel «Notfallkarte, Gewalt in Ehe, Partnerschaft und Familie» herausgegeben). Es ist aber auch notwendig, dass der Polizeioffizier das Opfer klar und deutlich über den Inhalt und die Dauer der polizeilichen Massnahme informiert. Das Opfer muss in der Lage sein, rasch entscheiden zu können, ob es den zuständigen Zivilrichter zwecks Anordnung von Massnahmen gemäss Artikel 28b ZGB anrufen will. Hervorzuheben ist, dass es sich bei diesem Richter im Allgemeinen um das Bezirksgericht handeln wird (nichtvermögensrechtliche Sachen; Art. 144 des Gerichtsorganisationsgesetzes). Der Gerichtspräsident wird zuständig sein für die Anordnung vorsorglicher Massnahmen (vgl. Art. 28c ZGB; Art. 367 f. und 369 Abs. 2 ZPO) gemäss einem in der Regel summarischen Verfahren (vgl. Art. 370 ZPO). Ebenso wird er dringliche Massnahmen anordnen können (superprovisorische Massnahmen) (vgl. Art. 372 ZPO; Art. 28d Abs. 2 ZGB). Bestehen Probleme zwischen den Ehegatten, wird der für Eheschutzmassnahmen zuständige Richter (der Gerichtspräsident) angerufen werden können (vgl. Art. 54 ff. EGZGB).

Artikel 16 Abs. 4 des Entwurfs regelt das Einspracheverfahren. In der Tat müssen die dringlich getroffenen, zeitlich beschränkten Verfügungen rasch durch den (Zivil-)Richter überprüft werden können. Hierfür wird der Präsident des Zivilgerichts als zuständiger Richter

bezeichnet. Es sind die Regeln des summarischen Verfahrens anzuwenden (vgl. Art. 360–366 ZPO), und der Entscheid des Gerichtspräsidenten ist endgültig. Die vorgesehene Einsprachefrist (3 Tage) wird es der verletzenden Person erlauben, die Massnahme rasch anzufechten. Sie wird ihm gleichzeitig ermöglichen, wenn die Krise vorbei ist, in aller Ruhe darüber nachzudenken, ob eine Anfechtung der Massnahme angebracht ist. Wenn einzig die Vorgehensweise der Kantonspolizei (und nicht die Massnahme an sich) beanstandet wird, kann der Täter bei der Sicherheits- und Justizdirektion eine Aufsichtsbeschwerde einreichen (vgl. Art. 38 PolG).

- Art. 54a Abs. 1 Bst. b EGZGB

Die Änderung von Artikel 54a Abs. 1 Bst. b EGZGB bezweckt die Aufhebung des Rechts auf Beschwerde an das Bezirksgericht gegen die vom Gerichtspräsidenten getroffenen dringlichen Eheschutzmassnahmen. Diese Bestimmung entspricht einem vom Kantonsgericht in seinem Tätigkeitsbericht für das Jahr 2005 geäusserten Anliegen.

Art. 2 des Entwurfs (Änderung des Gesetzes über die Kantonspolizei)

Artikel 36 des Gesetzes vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei (Eindringen in eine Wohnung in Notfällen) wird mit einem neuen Buchstaben über das Eindringen in Notfällen bei häuslicher Gewalt ergänzt (Gewalt im bestehenden oder aufgelösten Familien- oder Partnerschaftskreis). Damit wird der Kantonspolizei die ausdrückliche Befugnis erteilt, bei häuslicher Gewalt in dringlichen Fällen in eine Wohnung einzudringen.

3. AUSWIRKUNGEN

Die Auswirkungen auf finanzieller und personeller Ebene sind schwer zu bestimmen; sie werden von der Häufigkeit der polizeilichen Interventionen abhängen.

Dennoch besteht kein Zweifel, dass die Umsetzung der in Artikel 28b ZGB vorgesehenen Massnahmen durch den Zivilrichter für die Gerichtsorgane zusätzliche Ausgaben zur Folge haben wird. Der Richter wird aber Gerichtsgebühren erheben können, und die Kosten der Kantonspolizei werden mit dem Inkasso von Gebühren oder Auslagen gedeckt werden können (vgl. Art. 107 ZPO und Art. 4 des Tarifs vom 6. September 1966 der Gerichtskosten in Zivilsachen; Art. 2–6 und 8 Bst. f des Beschlusses vom 22. Dezember 1987 über die Gebühren der Kantonspolizei).

Loi

du

modifiant la loi d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (mesures urgentes en cas de violence, de menaces ou de harcèlement)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 28b du code civil suisse (protection de la personnalité en cas de violence, de menaces ou de harcèlement);

Vu le message du Conseil d'Etat du 6 mars 2007;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

La loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1) est modifiée comme il suit:

Art. 16 CCS 28b

¹ La Police cantonale est compétente, par un officier de police judiciaire, pour prendre à l'égard de l'auteur de violence, de menaces ou de harcèlement les décisions suivantes:

- a) l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise, pour une durée maximale de dix jours, avec l'interdiction d'y retourner et le retrait des clés y donnant accès;
- b) les arrêts de police pour une durée maximale de vingt-quatre heures, dans le but d'assurer l'exécution de la décision d'expulsion immédiate, ou de protéger une victime d'un danger sérieux et imminent pour son intégrité physique ou psychique.

Gesetz

vom

zur Änderung des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (dringliche Massnahmen bei Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 28b des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Schutz der Persönlichkeit gegen Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 6. März 2007;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1) wird wie folgt geändert:

Art. 16 ZGB 28b

¹ Die Kantonspolizei ist über einen Offizier der Gerichtspolizei gegenüber dem Urheber von Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen (verletzende Person) zuständig:

- a) im Krisenfall die sofortige Ausweisung aus der gemeinsamen Wohnung für die Dauer von bis zu 10 Tagen, verbunden mit einem Rückkehrverbot und der Abnahme der Wohnungsschlüssel, zu verfügen;
- b) Polizeigewahrsam für die Dauer von bis zu 24 Stunden zu verfügen mit dem Ziel, die Vollstreckung der sofortigen Ausweisung sicherzustellen oder die bedrohte Person vor einer unmittelbaren und ernsthaften Gefährdung ihrer körperlichen oder psychischen Integrität zu schützen.

² La décision est notifiée par l'officier de police judiciaire à l'auteur de l'atteinte. Celui-ci est informé de son droit de contester la décision et de la possibilité de s'adresser à un organisme de consultation.

³ Une copie de la décision est communiquée à la personne menacée. Celle-ci est informée de son droit de s'adresser à un centre de consultation LAVI et de requérir des mesures protectrices prévues par le droit fédéral.

⁴ Les décisions prises par la Police cantonale peuvent, dans les trois jours, faire l'objet d'une contestation auprès du président du tribunal. Les règles de la procédure sommaire sont applicables; toutefois, la contestation n'a pas d'effet suspensif.

Art. 54a al. 1 let. b

[¹ La procédure sommaire (art. 360ss du code de procédure civile) est applicable, sous réserve des règles qui suivent:]

- b) en cas d'urgence, le président prend, à réception de la requête, les mesures provisoires commandées par les circonstances. Les règles sur les mesures provisionnelles sont applicables; toutefois, le président statue définitivement;

Art. 2

La loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale (RSF 551.1) est modifiée comme il suit:

Art. 36 let. c (nouvelle)

[La police peut pénétrer, au besoin par la force, dans un domicile:]

- c) lorsque des indices sérieux font présumer des violences domestiques.

Art. 3

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

² Der Offizier der Gerichtspolizei stellt seine Verfügung der verletzenden Person zu. Diese wird auf ihr Recht zur Anfechtung der Verfügung sowie auf die Möglichkeit hingewiesen, sich an eine Beratungsstelle zu wenden.

³ Eine Kopie der Verfügung wird der bedrohten Person zugestellt. Diese wird auf ihr Recht hingewiesen, sich an eine OHG-Beratungsstelle zu wenden und die im Bundesrecht vorgesehenen Schutzmassnahmen zu beantragen.

⁴ Gegen die Verfügungen der Kantonspolizei kann beim Gerichtspräsidenten innert drei Tagen Einsprache erhoben werden. Die Regeln über das summarische Verfahren sind anwendbar; die Einsprache hat jedoch keine aufschiebende Wirkung.

Art. 54a Abs. 1 Bst. b

[¹ Das summarische Verfahren (Art. 360 ff. der Zivilprozessordnung) ist anwendbar, unter Vorbehalt folgender Regeln:]

- b) In Dringlichkeitsfällen trifft der Präsident gleich nach Erhalt des Gesuchs die durch die Umstände gebotenen provisorischen Massnahmen. Die Regeln über die vorsorglichen Massnahmen sind anwendbar; der Präsident entscheidet jedoch endgültig;

Art. 2

Das Gesetz vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei (SGF 551.1) wird wie folgt geändert:

Art. 36 Bst. c (neu)

[Die Polizei kann, wenn nötig mit Gewalt, in eine Wohnung eindringen:]

- c) wenn ernsthafte Anzeichen für häusliche Gewalt bestehen.

Art. 3

¹ Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.